

Note politique



Maintenir l'engagement du public à l'égard des priorités du Canada en matière de sécurité et de défense

Gabrielle Andrychuk et Emmylou Sergent

Cette note politique fait partie d'une série spéciale, dirigée par Laurent Borzillo (Forum de défense et stratégie, FDS), Teodora Morosanu (FDS) et Benjamin Boutin (Association France-Canada) avec le soutien du programme Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité (MINDS) du ministère de la Défense nationale du Canada, qui vise à développer des échanges stratégiques franco-canadiens.

Introduction

Lors du [Sommet de l'OTAN à La Haye](#), en juin 2025, le Canada s'est engagé à porter ses dépenses de défense à [2 %](#) de son produit intérieur brut (PIB) d'ici le printemps 2026 — un objectif atteint en [mars 2026](#) — tout en se fixant comme objectif à plus long terme d'atteindre [5 %](#) du PIB d'ici 2035. Cette décision a marqué un tournant historique dans la posture de défense du Canada sur la scène internationale.

Selon les mots du premier ministre Mark Carney, « l'ordre mondial traverse actuellement une [période de rupture](#). Nous assistons non seulement à l'émergence de nouvelles menaces, mais aussi à la convergence de grandes tendances qui obligent le Canada à repenser fondamentalement sa [posture stratégique](#). » Les conséquences des changements climatiques, particulièrement dans l'Arctique, ainsi que les avancées technologiques majeures — du cyberspace à l'intelligence artificielle en passant par les missiles hypersoniques — ont profondément transformé l'environnement stratégique. Toutefois, les changements radicaux de la politique étrangère américaine, conjugués à [l'approche imprévisible et transactionnelle](#) du président Trump, s'inscrivent dans un contexte international de plus en plus compétitif, où les rivalités entre grandes puissances s'intensifient et où les menaces deviennent toujours plus diversifiées.

Ces transformations ont profondément ébranlé le sentiment de sécurité des Canadiens et accru considérablement leur sensibilisation aux enjeux de défense ainsi qu'à la nécessité d'investir dans la défense du pays. Toutefois, la sensibilisation à elle seule ne suffira pas à maintenir l'appui du public. Préserver la confiance de la population exige une [approche plus substantielle de l'engagement citoyen](#), fondée sur une meilleure compréhension des priorités en matière de défense grâce à une communication claire, à la transparence et à des activités de mobilisation soutenues.

À mesure que le Canada accroît ses ambitions en matière de défense, il sera essentiel d'harmoniser les politiques publiques avec la compréhension qu'en a la population. Un public informé et engagé est davantage susceptible d'appuyer les investissements à long terme — soit [33,5 milliards de dollars par année](#) en dépenses directes au cours des dix prochaines années — nécessaires pour respecter la [cible de dépenses](#) établie par l'OTAN lors du Sommet de La Haye de 2025.

Projets communs et renforcement des partenariats

Maintenir l'engagement du public envers les priorités du Canada en matière de sécurité et de défense exige une participation à long terme reposant sur des projets communs et des partenariats durables. Le contexte géopolitique actuel est marqué par l'évolution des dynamiques commerciales et par des conditions géopolitiques de plus en plus instables. Le Canada renouvelle ses partenariats internationaux, notamment avec l'[Europe](#) et l'[Asie](#). Pour une puissance moyenne comme le Canada, l'alignement stratégique n'est plus une option : il est essentiel de [privilégier des alliances ciblées et efficaces](#) afin de faire progresser ses intérêts en matière de sécurité et d'économie. En particulier, le renforcement de l'engagement du Canada auprès de ses partenaires européens — notamment en devenant le premier et le seul pays non européen à adhérer à [l'Accord Security Action for Europe \(SAFE\) de l'Union européenne](#) — a contribué à placer les questions de défense au cœur du débat public et à [sensibiliser davantage la population](#) aux risques qui pèsent sur la sécurité nationale.

Les initiatives conjointes avec les partenaires européens offrent également un moyen concret de rapprocher les politiques de défense de la société civile. Les efforts de collaboration dans des domaines tels que la cybersécurité, où le Canada joue déjà un rôle par l'entremise du [Mécanisme de réponse rapide du G7](#) et des [capacités cybernétiques](#) des Forces armées canadiennes, pourraient être élargis afin d'y associer les universités, le secteur privé et les établissements de recherche. En misant sur l'expertise existante, en investissant dans la recherche émergente et en développant des filières de talents, le Canada pourra faire évoluer sa posture d'une approche réactive vers une approche proactive. Ces initiatives rendent les enjeux de sécurité plus concrets, favorisent l'innovation et contribuent à une population mieux informée et davantage engagée.

Les [Dialogues sur la sécurité nationale et la défense](#), organisés par le Conference of Defence Associations Institute, constituent un modèle évolutif illustrant cette approche. Conçus comme une série de consultations organisées à l'échelle du pays et ancrées dans les réalités locales, ces dialogues permettent de déplacer les discussions au-delà de la région de la capitale nationale pour les tenir dans des collectivités partout au Canada. En réunissant des intervenants locaux — notamment des représentants du secteur de la défense, de l'industrie, du milieu universitaire, des dirigeants autochtones et des membres de la communauté — ils créent un espace propice à des échanges éclairés et bidirectionnels sur les défis auxquels le Canada est confronté en matière de sécurité ainsi que sur les implications d'une augmentation des investissements en défense. Ce modèle est particulièrement efficace parce qu'il [inscrit les débats sur la sécurité nationale dans les réalités régionales](#). Les dialogues prévus dans des villes comme Yellowknife, Vancouver et Whitehorse mettent en lumière des enjeux tels que la souveraineté dans l'Arctique, la sécurité du Nord et la résilience des collectivités, tout en veillant à intégrer de façon significative les perspectives autochtones. Cette approche inclusive dépasse la simple consultation pour favoriser une participation active, renforçant ainsi la légitimité et la pertinence des politiques de défense.

Les capacités de défense ancrées dans les collectivités jouent également un rôle important dans le maintien de l'engagement du public. Les [Rangers canadiens](#), particulièrement dans le Nord,

contribuent directement à la souveraineté, à la surveillance du territoire et aux interventions d'urgence, tout en entretenant des liens étroits avec les communautés locales. Leur rôle constitue un lien tangible entre les priorités nationales en matière de défense et les réalités quotidiennes de la sécurité. Accroître le soutien, la visibilité et l'engagement envers les Rangers, notamment au moyen de plateformes de dialogue et d'initiatives de reconnaissance publique, permettrait de renforcer la compréhension des défis de sécurité auxquels le Canada est confronté et de favoriser un plus grand sentiment de responsabilité collective.

De telles initiatives de mobilisation renforcent la culture de sécurité au sein de la population, consolident la confiance envers les institutions de défense et favorisent un sentiment de responsabilité partagée. En créant des forums communautaires récurrents et en les reliant à des objectifs stratégiques plus larges, le Canada peut maintenir l'intérêt du public pour les questions de défense à long terme, tout en veillant à ce que [la mobilisation demeure inclusive](#), ancrée dans les réalités régionales et liée à des résultats concrets en matière de politiques publiques.

Communication publique et transparence

Une communication publique intentionnelle et proactive

Le renforcement de la culture de sécurité au Canada exige une plus grande transparence. Une ouverture accrue envers la société civile et les alliés contribuerait à renforcer la confiance et l'appui du public. La déclassification stratégique d'informations soigneusement sélectionnées pourrait constituer un moyen d'y parvenir. Par exemple, des mises à jour sur des opérations telles que [l'opération REASSURANCE](#) pourraient mettre en valeur l'état de préparation et la fiabilité des forces de l'OTAN déployées en Europe de l'Est. En mettant en lumière les forces et les réussites de ces missions, il serait possible de susciter un sentiment de fierté tant chez le personnel militaire que dans la société civile.

Une plus grande transparence quant à l'affectation des ressources financières favoriserait également une meilleure compréhension par le public de l'incidence de ces investissements sur la sécurité nationale et internationale, renforçant ainsi la légitimité des dépenses en matière de défense. La diffusion d'exemples concrets de réalisations — notamment des exercices conjoints de l'OTAN ou des initiatives de mobilisation communautaire — permettrait de renforcer la confiance et la coopération avec les populations locales. À l'inverse, communiquer ouvertement sur les missions qui n'ont pas atteint les résultats escomptés permettrait d'en tirer des leçons afin d'éviter de reproduire les mêmes erreurs et démontrerait un engagement envers la reddition de comptes. De tels récits et retours d'expérience opérationnels contribueraient à accroître l'appui du public, à soutenir les initiatives en cours et à assurer le maintien du financement des efforts de sécurité.

Les créateurs de contenu numérique au service de la sécurité internationale

Tout comme les plateformes de médias sociaux peuvent favoriser la propagation de la [désinformation](#), leur utilisation efficace offre également des possibilités importantes en matière de [communication stratégique](#), de mobilisation du public et de lutte contre la désinformation. À mesure que les créateurs de contenu politique gagnent en influence dans les espaces numériques, ils peuvent contribuer à alimenter le débat démocratique, à favoriser une meilleure compréhension des enjeux internationaux et à renforcer une communauté mondiale plus informée, plus connectée et plus engagée. Ils peuvent également contribuer à maintenir l'intérêt croissant du public pour les questions de sécurité

internationale observé depuis les dernières élections fédérales, dans un contexte marqué par les tarifs douaniers et la rhétorique présidentielle concernant une éventuelle annexion du Canada.

Une question fondamentale se pose alors : si le Canada ne raconte pas lui-même son histoire en matière de défense et de sécurité, qui le fera? Ce que certains qualifient de propagande peut être perçu par d'autres comme de la communication stratégique, particulièrement dans un contexte d'insécurité et d'aggravation des menaces à la sécurité nationale et internationale. Face aux préoccupations croissantes concernant la souveraineté du Canada et sa place sur la scène internationale, le pays doit façonner lui-même ses récits stratégiques; autrement, d'autres le feront à sa place. L'importance de la communication stratégique est bien illustrée par le cas des [îles Senkaku/Diaoyu](#), où le Japon, la Chine et la Corée ont eu recours à diverses [stratégies de communication](#) afin de promouvoir leurs intérêts respectifs en matière de sécurité régionale et d'accès aux ressources.

Les plateformes numériques et les créateurs de contenu exercent aujourd'hui une influence considérable sur le débat public et peuvent contribuer à améliorer la littératie médiatique. Certains créateurs jouent déjà un rôle actif comme défenseurs de la démocratie en diffusant de l'information sur la sécurité collective. En République tchèque, Johanna Bazlerova a lancé [Jsme v obraze](#), un projet qui diffuse des informations sur l'OTAN et l'Union européenne tout en mobilisant les publics sur les plateformes numériques. Aujourd'hui, Bazlerova rejoint près de 198 000 abonnés sur Instagram. Soutenir des créateurs comme elle au moyen de subventions ou de programmes dédiés permettrait d'encourager une nouvelle génération de créateurs politiquement engagés. En leur offrant des ressources et un soutien flexible, ils seraient mieux en mesure de produire du contenu à fort impact, d'améliorer la littératie médiatique sur les questions de sécurité et de renforcer la résilience du public face à la désinformation.

Des programmes tels que [Protect the Future](#), dans lesquels des jeunes et des créateurs de contenu explorent le rôle de l'OTAN en matière de sécurité internationale et de défense, constituent également des modèles prometteurs. Cette initiative permet aux créateurs d'accéder aux coulisses de l'Alliance et de rencontrer des spécialistes afin de mieux comprendre les activités de l'OTAN. Elle donne également aux jeunes la possibilité d'exprimer leur point de vue sur l'Alliance et ses activités de manière libre et non censurée.

Bien que ce programme présente une réelle valeur, une lacune importante demeure quant à la pérennité du rôle croissant des créateurs de contenu politique dans ce domaine. Nombre d'entre eux doivent concilier un emploi à temps plein avec la recherche, la production et la diffusion de leur contenu. L'octroi de subventions à certains créateurs pourrait contribuer à combler cette lacune et à maintenir l'intérêt des jeunes pour les enjeux de sécurité. Ces subventions ne seraient assorties d'aucune obligation concernant la couverture médiatique ou l'interprétation des défis liés à la sécurité internationale. Elles viseraient uniquement à soutenir la création de contenu indépendant, éclairé et accessible au public.

Mettre les arts au service de la sécurité internationale

Le recours aux arts peut rassembler les communautés et promouvoir un sentiment de responsabilité partagée à l'égard de la sécurité. Le prestigieux [Festival du film One World](#), en République tchèque, met en lumière les enjeux mondiaux liés aux droits de la personne par l'entremise du cinéma, suscitant ainsi le dialogue et sensibilisant le public. Son modèle pourrait inspirer le Canada ainsi que les organisations à but non lucratif souhaitant établir un partenariat avec One World ou lancer des

initiatives semblables dans le domaine de la sécurité et de la défense. En combinant le récit, les documentaires, les conférences, la mobilisation citoyenne et une programmation inclusive, de telles initiatives peuvent favoriser les échanges culturels et accroître la participation du public aux enjeux de sécurité qui touchent les droits de la personne.

L'art transcende les cultures et les frontières, ce qui en fait un puissant vecteur de sensibilisation aux questions de sécurité. L'humour, notamment par l'entremise du spectacle d'humour, peut mobiliser le public de diverses façons en mariant le rire à des thèmes sérieux. De nombreux humoristes utilisent déjà leur plateforme pour commenter l'actualité sociale, politique et historique, en rendant accessibles des enjeux géopolitiques complexes grâce à une approche humoristique. La comédie peut ainsi sensibiliser le public aux questions de défense et de sécurité, tout en encourageant une réflexion critique et une meilleure compréhension des événements internationaux. Parmi les humoristes qui abordent déjà des thèmes politiques figurent Rick Mercer, Sophie Buddle, Faris Hyttaa, Brad Semotiuk, Sammy Obeid, Dragos et Victor Pătrășcan.

La création d'un programme de subventions thématique — par exemple pour soutenir la production d'une tournée ou d'un spectacle humoristique consacré à la géopolitique — pourrait constituer une façon novatrice de sensibiliser le public aux enjeux de sécurité internationale, tout en réunissant citoyens, universitaires et professionnels du domaine. Il s'agirait d'une initiative financée par des fonds publics, mais administrée selon le principe de l'indépendance (« arm's length ») afin de préserver la liberté artistique. Ce financement viserait à soutenir des humoristes qui traitent déjà de ces sujets et à accroître leur rayonnement sans leur imposer de contraintes quant au contenu de leurs prestations. Après tout, l'humour repose sur l'authenticité. Une telle initiative encouragerait davantage d'artistes à s'intéresser aux questions de sécurité internationale et contribuerait à maintenir l'engagement du public envers ces enjeux.

À titre d'exemple, Rick Mercer a parcouru le Canada avec la tournée [Stand-Up For Canada](#), réunissant plusieurs humoristes canadiens qui présentaient des numéros de satire politique. Cette tournée a connu un succès remarquable et a contribué à familiariser les spectateurs avec les enjeux politiques canadiens. Elle est aujourd'hui accessible gratuitement sur CBC Gem, permettant à des personnes partout au pays d'en profiter.

Conclusion

L'évolution de l'environnement de défense du Canada exige la mise en place de partenariats stratégiques capables de soutenir, à long terme, l'engagement du public envers les priorités nationales en matière de sécurité et de défense au moyen de projets communs, d'initiatives collaboratives et de partenariats durables, tout en favorisant une culture plus large de participation, de transparence et de responsabilité partagée dans la promotion du rôle du Canada en matière de sécurité et de défense internationales.

À mesure que l'environnement de sécurité mondial devient plus complexe, il est essentiel de favoriser et de maintenir la compréhension du public grâce à une communication intentionnelle, à des initiatives créatives et à des programmes communautaires inclusifs. En rapprochant les politiques publiques des citoyens — que ce soit par le dialogue, les créateurs de contenu numérique ou les arts — le Canada peut renforcer durablement l'appui de la population et sa résilience.

Une telle approche permettra de veiller à ce que les priorités en matière de défense demeurent adaptées aux besoins et conformes aux valeurs ainsi qu'aux intérêts du Canada et de ses alliés, tout en consolidant la sécurité du pays et sa place sur la scène internationale.

Recommandations:

1. Développer et diversifier les projets communs tout en renforçant les partenariats stratégiques.
2. Offrir un soutien flexible aux créateurs de contenu politique afin de leur permettre de produire du contenu à fort impact, d'améliorer la littératie médiatique en matière de sécurité et de renforcer la résilience du public face à la désinformation.
3. Mettre sur pied une tournée ou un spectacle d'humour consacré à la géopolitique afin d'accroître l'engagement du public envers les enjeux de sécurité internationale, et créer un festival du film consacré aux questions de défense et de sécurité.

À propos des auteures

Gabrielle Andrychuk est conseillère principale en matière de politique et éditrice. Elle détient un master en études de sécurité internationale ainsi qu'un baccalauréat ès arts en sciences politiques et en sociologie. Elle est passionnée par la politique internationale, la recherche, l'analyse et la planification stratégique.

Emmylou Sergent est Directrice de l'accompagnement stratégique chez ADIT North America, cabinet spécialisé en intelligence économique et diplomatie d'affaires. Elle a précédemment occupé le poste de coordonnatrice d'événements à l'Institut de la Conférence des associations de la défense (Institut de la CAD) à Ottawa, où elle a organisé des conférences nationales sur la défense et dirigé les Dialogues sur la sécurité et la défense nationale. Elle a effectué un stage à l'Assemblée nationale à Paris, au sein de la branche de la coopération et des questions bilatérales, où elle a rédigé des notes de synthèse sur des enjeux de politique étrangère et assuré la coordination des groupes d'amitié France-Canada et France-Québec. Elle est titulaire d'un Master en relations internationales de l'Université de Montréal, avec une thèse portant sur la stratégie indopacifique de la France. Elle est analyste au sein du Programme jeunes chercheurs de l'Institut d'études géopolitiques appliquées (IEGA), membre du Réseau d'analyse stratégique (RAS) et ancienne participante au Programme Personnalités d'Avenir France-Canada.